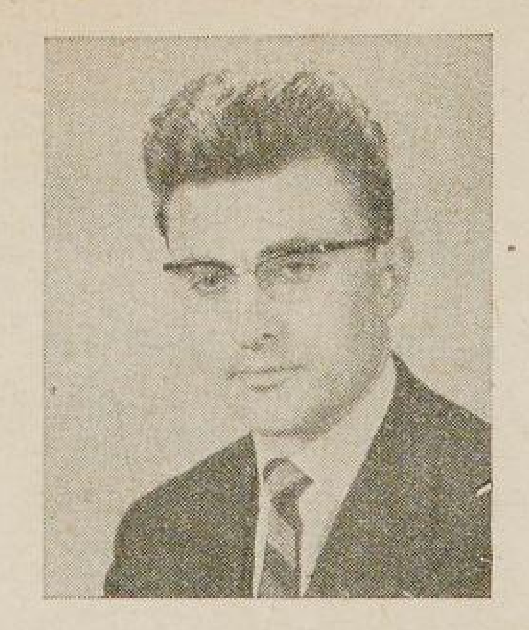


Elections Législatives du 18 Novembre 1962

3me CIRCONSCRIPTION DES LANDES

Alain DUTOYA
Conseiller Général
Vice-Président de la Fédération
Radicale-Socialiste des Landes

Suppléant
Robert LABEYRIE
Conseiller Général
Maire de Pontonx
Membre du Parti Socialiste Unifié

Citoyennes,

Citoyens,

Je me présente à nouveau devant vous avec confiance. Il n'est pas dans mon caractère de masquer mes opinions. Quelques-uns ne les partageront pas totalement, mais ceux-là ne pourront pas me reprocher d'avoir manqué d'honnêteté à leur égard.

Les électeurs de mon CANTON l'ont reconnu en m'envoyant les représenter au CONSEIL GENERAL. Ils m'ont fait ce jour-là le plus beau compliment. Et je tiens encore une fois à les en remercier.

Mon ami **Robert LABEYRIE** m'a fait l'honneur de m'aider. Il m'apporte sa droiture et l'estime dont il jouit dans cette circonscription, dans son canton et dans sa commune où il a obtenu 96 % des suffrages.

L'un et l'autre, lui **Socialiste**, moi **Radical**, nous avons voulu dans cette alliance prouver que les Républicains savaient se regrouper et que sur tous les points essentiels ils étaient d'accord. L'opinion nous sera reconnaissante d'avoir évité les divisions. Nous présentons un front commun contre les professionnels de la politique, sans opinion véritable et guidés par des intérêts personnels.

Notre programme a été accepté par la majorité des partis démocratiques et sera défendu dans chaque département, dans chaque commune de France par des alliances semblables à la nôtre. Demain il sera sans doute le programme de l'Assemblée Nationale. Le voici :

LES IDEES. — La République, notre idéal, est aujourd'hui notre souci. Nous faisons vœu de lutter :

— Pour un équilibre entre les Pouvoirs Exécutif et Législatif, seul capable de préserver la démocratie ;

— Pour un Gouvernement de législature afin de ne jamais revoir les crises ministérielles ou les changements incessants de ministres dus à l'humeur du pouvoir ;

— Pour une application stricte de la laïcité de l'Etat dans le respect des opinions philosophiques et religieuses de chacun. Pour l'abrogation des lois antilaïques.

— Pour une démocratisation de la planification économique par la collaboration des organisations syndicales et professionnelles et par une décentralisation poussée jusqu'à la région et le département.

LES HOMMES. — Les **artisans** et **petits commerçants** sont indispensables à la vie de nos communes. Ils ont droit à notre soutien et à l'aide de l'Etat (Sécurité Sociale, Retraite vieillesse décente, prêts de modernisation et d'équipement, etc...).

Les **ouvriers** et les **salariés** de la fonction publique ont connu depuis 1958 une baisse de 15 % de leur pouvoir d'achat. Celui des gemmeurs, dont mon ami LABEYRIE m'a longuement parlé, vient en outre, d'être baissé de 10 %. Pour tous, une redistribution du revenu national est nécessaire : relèvement du S.M.I.G., participation à l'expansion par l'accroissement des congés payés. Refonte du système social coûteux et inefficace.

Les **agriculteurs** sont menacés. Nous ne croyons plus aux belles paroles des pouvoirs publics. Nous demandons le ré-

tablissement de l'indexation des prix des produits agricoles accordée en 1957 par Félix **GAILLARD** et supprimée dès l'avènement du nouveau régime. Nous ferons respecter la propriété individuelle, fruit du travail et de l'épargne et demanderons que des mesures efficaces soient prises pour faciliter l'accession des métayers et fermiers à la propriété des terres qu'ils travaillent. Faciliter aussi l'installation des jeunes ruraux pour les retenir à la terre, donner aux vieux travailleurs de l'agriculture des retraites décentes, lutter contre les concentrations exagérées des terres, interdire les cumuls abusifs, lutter par une Caisse Nationale des Calamités contre les intempéries, défendre les droits des fermiers et métayers, sont autant de mesures indispensables pour sauver la petite exploitation familiale qui devra se trouver à parité totale avec les autres secteurs de l'activité nationale.

Les **jeunes.** — Le scandale de la rentrée scolaire, l'insuffisance de l'équipement sportif, le problème du travail et du logement touchent particulièrement les jeunes sur lesquels repose l'avenir de notre région. Je fais miennes les inquiétudes des mères à ce sujet et je les assure de mon dévouement dans ce sens.

Les **vieux** ont droit à notre reconnaissance et à la sollicitude de la Nation. La misère poignante de beaucoup d'entre eux est indigne du vingtième siècle et de la France. Leur retraite devra au moins atteindre le « minimum vital ».

Nos **communes** et nos **groupements.** — Je connaissais les problèmes de notre région. Mon activité au Conseil Général m'a habitué à les résoudre. Les Maires savent qu'ils peuvent compter sur mon total appui. En outre, mes efforts tendront à accroître le tourisme, les productions régionales de l'agriculture et de l'industrie, les coopératives, etc.

LES MOYENS. — Ces mesures ne sont pas des vues de l'esprit. Elles sont possibles dès maintenant à condition :
— de redistribuer le revenu national ;
— de promouvoir une réforme fiscale tendant à plus de justice ;
— de modérer le train de vie de l'Etat ;
— de ne pas confondre « aide aux pays sous-développés » et dépenses somptuaires de certains chefs d'Etats africains ;
— de ne pas engloutir vainement des centaines de milliards dans l'édification d'une force atomique qui n'apporte rien à la Paix, ni à la Défense Nationale.

Mais pour cela votre Député doit exercer véritablement son mandat parlementaire et se considérer lié par les engagements pris devant le corps électoral.

Lorsqu'on promet de défendre la petite exploitation on ne doit pas voter les lois gouvernementales sur l'agriculture (loi Pisani). On ne doit pas se faire mettre en congé quand les prix agricoles sont en cause. On ne doit pas enfin s'abstenir quand une loi en faveur de la petite agriculture est proposée. Car cela c'est mentir au corps électoral.

Et sur le plan de la Défense Républicaine, notre député sortant s'est solidarisé avec le chef de l'O.A.S. qui a décrété l'assassinat du général de Gaulle, en votant le fameux « amendement Salan ».

Pour ma part je m'engage à me conformer strictement à ma profession de foi. Je m'engage aussi à vous rendre compte régulièrement de mon activité, ce qui me paraît important et efficace. Je me tiendrai à la disposition de tous ceux qui auront besoin de moi, et prendrai pour cela toutes les dispositions matérielles nécessaires. J'ai déjà établi une permanence à Hagetmau où viennent me trouver mes compatriotes : ils vous diront qu'ils n'ont jamais fait appel à moi en vain.

Voilà l'essentiel. Nous sommes d'accord, j'en suis certain, sur ce programme et sur l'idéal que nous défendons. Vous trouverez en moi un républicain épris de Démocratie sociale,

Un véritable landais passionnément attaché à sa région,

Un ami soucieux d'aider ses compatriotes.

ELECTRICES, ELECTEURS SOCIALISTES, RADICAUX, REPUBLICAINS de toutes opinions, ne vous dispersez pas, appuyez dès le premier tour le regroupement de la gauche car il triomphera.

Pour que ce programme soit appliqué intégralement,
Pour lutter contre tout abus de Pouvoir,
Pour sauvegarder la Démocratie,

Je fais voeu de défendre notre idéal commun : la République

Alain DUTOYA

CONSEILLER GÉNÉRAL DES LANDES

Candidat du Parti RADICAL-SOCIALISTE

A. Dutoya.

SUPPLEANT

Robert LABEYRIE

Conseiller Général — Maire de PONTONX

Parti Socialiste Unifié

DAX, IMP. DUMOLIA